

dossier



<< Il faut retisser le lien avec les élèves >>

Responsables de la sécurité des biens et des personnes, les chefs d'établissement sont en première ligne. Le point avec **Gérard Heinz, proviseur d'un lycée de 1600 élèves dans l'académie de Lyon et membre de l'exécutif national du SNPDE-Unsa, le syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale.**

Quel est votre état d'esprit actuel, en tant que chef d'établissement, au regard de l'actualité ?

Gérard Heinz : Mon état d'esprit est plutôt bon dans le sens où les tragédies que nous connaissons demeurent extrêmement marginales. Il s'agit de faits divers dramatiques mais qui ne traduisent pas un phénomène généralisé, même si leur impact médiatique est terrible, comme ce qui vient de se passer à Nogent. Autrement dit, tous les jeunes ne sont pas actuellement en train de se balader avec des couteaux dans leur établissement, prêts à poignarder leurs camarades. D'ailleurs, les actions ponctuelles de fouille des sacs réalisées ici, dans l'académie de Lyon, ne démontrent pas une augmentation statistique du nombre d'adolescents en possession d'une arme blanche. En outre, la question de la sécurisation des établissements n'est pas nouvelle. Les chefs d'établissement travaillent sur le sujet depuis des années, et globalement, les établissements français sont correctement sécurisés.

Par contre, ce que nous constatons, et qui devrait davantage préoccuper les pouvoirs publics, c'est une dégradation constante de la santé mentale des jeunes. Entendons-nous : toutes les problématiques de santé mentale ne débouchent pas sur de la violence mais si l'on ne fait rien et que l'on observe cela les bras croisés, c'est l'une des hypothèses qu'il faut envisager.

Quelles solutions prônez-vous ?

Ce dont on a besoin c'est de retisser le lien avec les élèves. Pour cela, il faut que l'on arrête de nous enlever, années après années, des assistants d'éducation, des infirmières scolaires, des médecins scolaires. Il faut que l'on puisse retrouver les moyens de faire de la prévention et d'accompagner les élèves qui ne vont pas bien. Malheureusement, c'est toujours plus facile de demander aux collectivités territoriales d'installer des caméras de vidéosurveillance. Certes, elles ont un coût important, mais il est incomparable avec l'embauche des personnels sur le long terme, beaucoup plus onéreux. Autrement dit : bien sûr l'investissement humain coûte cher mais il devrait toujours être le choix premier.



Quelle place pour les parents dans cette démarche de prévention ?

Elle est cruciale. Il est d'ailleurs nécessaire que la qualité du dialogue entre l'institution scolaire et les parents se renforce. Car ce dialogue est aussi la condition pour détecter et accompagner les élèves en souffrance. Or, depuis vingt ans que je suis chef d'établissement, ce dialogue se dégrade. Par exemple, nous avons de moins en moins de parents qui siègent dans les conseils de classe ou dans les conseils d'administration. Il est de plus en plus difficile de faire venir dans l'établissement certains parents d'élèves pour évoquer le parcours scolaire de leur enfant parce qu'ils ont le sentiment qu'on leur demande des comptes. Je n'ai pas de solutions miracle pour impliquer davantage les parents, ceci dit, je sais qu'il existe des initiatives intéressantes en lien avec les fédérations de parents d'élèves. Par exemple, la mise en place de lieux parents dans les établissements : ce sont effectivement des pistes à creuser pour permettre aux parents de réinvestir l'espace scolaire et de comprendre qu'ils font partie intégrante de la communauté scolaire.